



Numéro 269, 21 janvier 2015

Négociations et forums internationaux

Faits saillants de la conférence de Lima

Même si en dehors de la sphère des négociations internationales sur le climat tous les signaux pointent vers l'urgence d'agir, la conférence de Lima débouche sur un compromis jugé insuffisant pour la plupart des observateurs. En effet plusieurs enjeux sont demeurés sans réponse à Lima.

Les gouvernements devaient prendre des mesures immédiates pour poser les bases d'un accord solide à Paris, qui permettrait d'éviter un réchauffement de plus de deux degrés. Or, selon Célia Gautier, en charge des questions européennes au Réseau Action Climat : « Malgré les alertes scientifiques, les négociations de Lima n'ont pas créé la dynamique nécessaire pour transformer les beaux discours en investissements, politiques et mesures ». La CdP 20 devait également définir des règles claires sur le contenu des futurs engagements des gouvernements en vue de l'accord de Paris, qui seront communiqués début 2015. Toujours selon Célia Gautier, « Lima ne donne pas les outils pour juger si les futurs engagements des pays seront en phase avec les recommandations scientifiques ». « Il reste un long chemin à parcourir pour que l'accord de Paris envoie le signal de sortie des énergies fossiles et permette une réelle transition vers un modèle fondé à 100% sur les énergies renouvelables pour tous d'ici 2050 ».

Le blocage des pays développés - notamment celui de l'Europe et des États-Unis - est une des raisons qui explique les difficultés à obtenir un accord ambitieux. Ces États sont de plus en plus réticents à s'engager financièrement au nom de la justice climatique, alors que l'ensemble des pays développés s'était engagé en 2009 à Copenhague, et ce, à hauteur de 100 milliards de dollars d'ici 2020. Depuis, l'objectif a fondu comme neige au soleil, se situant maintenant à seulement 10 milliards de dollars... Plusieurs pays comme l'Australie, la Belgique ou encore l'Irlande refusent de contribuer au Fonds Vert pour le climat.

Par ailleurs, les clivages ne se résument plus à l'opposition entre le Nord et le Sud. Il s'agit maintenant du refus des pays émergents – les pays du BRICS - d'assumer le coût économique qu'impliquerait la baisse de leurs émissions de GES, actuellement en hausse. Aussi, de nombreux pays exportateurs de matières premières ou d'énergies fossiles se trouvent en plein conflit d'intérêt puisque les négociations climatiques peuvent affecter leurs exportations.

De plus, plusieurs observateurs sont d'avis qu'une autre source de blocage est l'omniprésence des entreprises privées lors du processus de négociation. Contrairement à Varsovie, où la conférence était clairement financée par les grandes entreprises, Lima n'a affiché aucun financement du secteur privé. Néanmoins, le privé était bien présent en tant qu'observateur. Une présence presque normale au Pérou, où le poids des multinationales est considérable, tout particulièrement dans l'industrie extractive. De grandes entreprises n'ont pas manqué de saisir l'opportunité de se réunir le 10 décembre, le jour même de la marche pour la Terre, au sein du *World Climate Summit*, événement qui a réuni 700 participants, parmi lesquels une large majorité de chefs d'État et de directeurs de grands groupes industriels ou financiers. Un sommet largement dénoncé par le *Corporate Europe Observatory*, qui dénonce que les entreprises souhaitent obtenir le même statut que les États au sein du processus de négociations.

Enfin, notons que le deuxième objectif était de convenir des règles en vertu desquelles les pays devront présenter leurs engagements nationaux - ou dans le jargon, leurs « intentions de contributions déterminées au niveau national » - au cours de 2015. En théorie, l'accord des INDCs de Lima ne détermine pas la forme de l'accord de Paris. Il y aura donc certainement une autre bataille féroce au cours de cette année sur cette question.

Pour en savoir plus :

http://unfccc.int/meetings/lima_dec_2014/meeting/8141.php

<http://www.theguardian.com/environment/2014/dec/15/lima-deal-represents-a-fundamental-change-in-global-climate-regime>

<http://www.cop20lima.org/news-and-updates/P5>

De Lima à Paris : entrevue avec Christiana Figueres

Au cours de la CdP 20 à Lima, la CCNUCC a demandé au journaliste Terry Swartzberg d'analyser l'avenir des négociations climatiques avec quelques-uns des nombreux délégués présents. Cette série d'articles a débuté avec Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la CCNUCC depuis 2010.

Question: Un commentaire intéressant émergeant de la CdP 20 était que les négociateurs travaillant à mettre sur pied un traité sur le climat sont confrontés à une nouvelle variable dans l'équation, soit l'émergence d'une multitude de nouvelles technologies, qui pavent la voie à de nouvelles options de lutte contre les changements climatiques. Est-ce que tout le monde impliqué dans ce processus se retrouve ainsi en mesure d'exiger beaucoup plus de performance des pays, des entreprises et des autres participants? Êtes-vous d'accord avec cette perception?

Christiana Figueres: Certainement. Même si la convergence vers un accord global représente toujours un défi énorme pour les négociateurs, ce rythme croissant de la technologie représente une opportunité pour la lutte contre les changements climatiques. Ce qui se passe actuellement dans des domaines tels que les énergies renouvelables et la surveillance des émissions me rappelle les dernières décennies en matière de TIC (technologies de l'information et des communications), au cours desquelles les innovations ont donné lieu à une multitude de nouveaux champs d'activité. Il a fallu un certain temps, mais la même chose se passe maintenant dans les secteurs de l'énergie et des technologies environnementales. Grâce aux nouvelles technologies, l'objectif d'atteindre la neutralité climatique dans la seconde moitié du siècle - ce qui signifie que d'ici là, nous allons équilibrer les émissions de GES et la capacité de la terre à les absorber - ne semble désormais plus utopique, mais plutôt de plus en plus réaliste!

Question: Le climat de la CdP 20 de Lima a semblé beaucoup moins hostile que les conférences précédentes, qui ont souvent été marquées par des critiques véhémentes de la part des ONG et des médias en général. Cette CdP a connu un parcours relativement calme au cours de sa première semaine et demi et alors qu'il a fallu un délai supplémentaire vers la fin, la CdP s'est quand même terminée sur une note optimiste. La crédibilité dont vous jouissez avec les ONG et les médias est souvent citée comme étant l'une des raisons de ce rapport harmonieux. Êtes-vous d'accord avec cette perception?

Christiana Figueres: Je pense que la plupart des participants impliqués dans le processus climatique ont appris à respecter et croire en l'autre, et que ce respect a accéléré de nombreux processus à Lima. Dans mon cas, ce respect a surgi d'une décision j'ai prise au début de mon mandat à la CCNUCC, qui était de m'engager dans des dialogues avec sincérité, honnêteté et transparence. Ces dialogues me donnent l'occasion de vraiment

écouter et donc de comprendre beaucoup mieux d'autres points de vue, et enfin d'exprimer mes principes d'une manière claire et épurée.

Le Sommet de l'industrie du charbon de 2013 à Varsovie a certainement représenté un moment clé. J'avais été invité à prendre la parole lors du Sommet. Lors d'une réunion en face-à-face, six ONG m'ont demandé de ne pas assister au Sommet, en disant que cela représenterait un vote de confiance implicite dans l'industrie. J'ai demandé aux ONG si elles avaient l'intention d'utiliser leurs outils afin de démontrer leurs inquiétudes devant le Sommet. Ils ont dit « oui », ce à quoi j'ai répondu que j'avais aussi décidé d'utiliser mon outil – en l'occurrence, ma voix – pour exprimer sincèrement mes préoccupations. Je suis finalement allée au sommet, et fermement et poliment exprimé sans relâche que le charbon n'a pas d'avenir dans le système énergétique mondial et que la plupart de nos réserves de combustibles fossiles doit être laissée dans le sol. Cet événement a largement contribué à bâtir un lien de confiance solide entre nous.

Pour en savoir plus :

<http://bonsustainabilityportal.de/?p=36412>

Nouvelles du marché du carbone

Le MDP en mode survie à Lima

La question du marché du carbone fût un sujet très populaire à Lima, alors que le fer de lance du marché du carbone des Nations Unies, le MDP, s'est effondré à cause d'un manque de demande ces dernières années.

« Nous sommes en crise », reconnaît Hugh Sealy, président du comité exécutif du MDP, blâmant du même coup les technocrates de Bruxelles. Il s'exprime en son nom personnel, dans une tentative désespérée pour sauver le MDP. Il blâme la Commission européenne pour avoir restreint l'utilisation des crédits compensatoires à ceux provenant des pays les moins développés (LDC), ce qui a laissé en plan les pays émergents tels que le Brésil et la Chine. « Quelqu'un à Bruxelles a pris une décision stupide », ajoute Sealy. Il soutient que le MDP n'a pas été conçu pour réguler le marché, par exemple en restreignant l'offre afin de faire remonter les prix.

Suite à ces décisions, l'Union européenne a fini par être le seul acheteur sur le marché, les pays développés ayant perdu l'intérêt ou préférant mettre en œuvre leur propre système. La principale proposition mise de l'avant pour redresser le marché est la compensation

volontaire des émissions, qui permet essentiellement à n'importe quelle entité d'acheter des crédits provenant du MDP afin de compenser ses émissions sur une base volontaire, comme l'a fait le Brésil lors de la coupe du monde en 2014.

À l'époque du Protocole de Kyoto, les choses étaient beaucoup plus simples: seuls les pays riches devaient réduire leurs émissions de GES. Le MDP a été mis en place pour leur permettre de compenser une partie de leurs objectifs en finançant des projets dans les pays en voie de développement, ce qui leur permettait d'économiser en terme de coûts à la tonne de CO₂. Depuis, quelques 7 500 projets dans les pays en développement ont été enregistrés et peuvent livrer des crédits compensatoires au titre du MDP. À terme, le mécanisme aura permis aux pays riches d'économiser un montant estimé à 3,6 milliards de dollars pour atteindre leur conformité, tout en soutenant le développement durable.

Mais depuis, le prix s'est effondré à seulement 0,20 Euros alors qu'il était à 10 Euros il y a quelques années à peine. Cet effondrement est en partie due aux nombreux projets enregistrés en 2012 : 3 000 projets, soit le total des cinq années précédentes.

Si les parties peuvent convenir d'ici Paris de renforcer le niveau d'ambition d'ici 2020, la demande pourrait être stimulée. À plus long terme, il est question de la mise en œuvre d'une nouvelle architecture de marché en vertu de l'accord de Paris, mais l'idée est encore sujette à controverse. En effet, certains pays, principalement en Amérique latine, sont farouchement opposés à toute forme de marché. Ils souhaitent plutôt que les gouvernements assument la responsabilité de l'action au sein de leurs frontières nationales respectives.

Mais lors de la CdP de Lima, plusieurs pays développés, entreprises et agences multilatérales ont réaffirmé leur intérêt à intégrer le marché du carbone dans un accord global. Plusieurs ne se demandent plus s'il faut intégrer ou non les mécanismes de marché à un prochain accord, mais plutôt comment les intégrer. « Les marchés génèrent des résultats pour le climat, et ce, en minimisant les dépenses d'argent public », a déclaré Jeff Swartz, de l'Association internationale du marché des émissions (IETA). Hanna-Mari Ahonen, un membre de la délégation suédoise s'exprimant à titre personnel, s'est dit en accord avec cette affirmation : « les marchés mobilisent le secteur privé et permettent d'identifier les opportunités de réduction des émissions qui n'ont pas été couvertes par les politiques publiques ».

Même si les pays peuvent convenir d'inclure les marchés dans un accord global à Paris, leur rôle exact demeure à définir. La dynamique des négociations sur le climat a changé substantiellement, avec tous les pays - pas seulement les riches – mis à contribution. Par ailleurs, l'ONU soutient une nouvelle voie pour canaliser le financement des pays riches vers les pays pauvres: le Fonds vert pour le climat. Dans ce contexte, le MDP a perdu sa niche.

De plus, avec la multitude de systèmes nationaux et régionaux ayant été mis en place ces dernières années, IETA est d'avis que l'accord de Paris devra permettre une liaison entre ces différents marchés. Du côté du MDP, Hugh Sealy espère que le Secrétariat du MDP pourra jouer un rôle dans cette liaison. « Le MDP est la seule monnaie de carbone mondiale légitime. Quand nous disons que vous avez réduit une tonne de carbone, vous disposez d'un certificat de l'ONU disant que vous avez réduit une tonne de carbone ». Pour Sealy, l'intégration du MDP dans un système de liaison entre les différents marchés domestiques constitue une voie de salut pour le MDP. « Si cela échoue, dit-il, le MDP sera consigné à un mécanisme boutique pour les pays les moins développés (LDC) ». Dans tous les cas, Sealy est convaincu que le sort du MDP affectera d'une manière ou d'une autre la crédibilité des marchés internationaux du carbone.

Pour en savoir plus :

<http://www.rtcc.org/2014/12/03/un-carbon-market-fights-for-its-future-at-lima-talks/>

Union européenne : en route vers la cible 2030

La Direction générale de l'action pour le climat de la Commission européenne a présenté un état d'avancement suite à l'adoption récente des conclusions du Conseil européen sur le Cadre stratégique 2030 pour le climat et l'énergie, comprenant les objectifs 2030 de réduction des GES, ainsi que les objectifs de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. L'évènement, organisé en marge de la Conférence de Lima, a également examiné les prochaines étapes, telles que la mise en œuvre de nouvelles dispositions pour le système communautaire d'échange de droits d'émissions de l'Union européenne émissions (UE).

Elena Bardram, de l'UE, a noté que l'annonce des objectifs 2030 a contribué à revitaliser les négociations multilatérales sur le climat et a inspiré d'autres grandes économies à annoncer des objectifs plus ambitieux. Elle a résumé les principaux objectifs comme la réduction des émissions de GES d'au moins 40% sous les niveaux de 1990 et l'augmentation de l'énergie renouvelable et des économies d'énergie d'au moins 27% d'ici 2030. Elle a souligné que les principales caractéristiques du cadre politique incluent un marché du carbone renforcé et l'allocation plus efficace des ressources publiques afin de mobiliser et d'accélérer les ressources provenant du secteur privé. Elle a indiqué que les prochaines étapes comprennent la mise en œuvre de la Stratégie européenne de sécurité énergétique.

Jennifer Morgan, directeur mondial du Programme climatologique du World Resources Institute (WRI), souligne qu'on ne peut sous-estimer l'importance du leadership de l'UE pour une transition vers une économie sobre en carbone. Elle a exprimé l'espoir que le processus

transparent des parties prenantes sera imité par d'autres pays et régions. Notant que le coût des énergies renouvelables diminue rapidement, elle mentionne qu'un objectif 2025 avec un objectif d'élimination à long terme, en 2050, serait préférable. À cet égard, elle a noté l'annonce d'une cible nationale de l'Allemagne pour 2020 et a souligné la nécessité d'annoncer des dates butoirs pour s'assurer que le système communautaire d'échange de quotas d'émission demeure pertinent.

Pour en savoir plus :

<http://climate-l.iisd.org/news/european-commission-event-elaborates-on-eu-2030-targets/>

L'évolution du MDP, des MAANs et des mécanismes du marché du carbone

Le Conseil exécutif appelle à l'engagement des pays envers le MDP

Le Conseil exécutif du MDP a appelé les pays à renouveler leur engagement envers le mécanisme de flexibilité, soulignant son efficacité et son rôle crucial dans la réduction des GES, sa contribution au développement durable ainsi que sa capacité de servir efficacement les objectifs de la CCNUCC.

L'appel a été lancé par le Conseil lors de sa 81^{ème} réunion, qui a eu lieu avant la Conférence sur le changement climatique à Lima, en Décembre dernier. Lors de la réunion, le Conseil a également convenu de l'élaboration d'une plateforme en ligne pour la compensation volontaire à l'aide des unités de réduction certifiées des émissions (URCE) et a demandé au Secrétariat de la CCNUCC de commencer le processus de développement.

En outre, le Conseil a adopté son plan de gestion d'un an pour 2015, à l'appui de son plan d'affaires de deux ans, adopté lors de sa 75^{ème} réunion. Il a également examiné les questions relatives au nombre, à la fréquence et au calendrier des évaluations des entités opérationnelles désignées (EOD). En ce qui concerne la proposition de l'adoption partielle du système d'accréditation MDP par le Comité de Surveillance (JISC) de la mise en œuvre conjointe, le Conseil a décidé que la mise en œuvre de cette proposition nécessitera une décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP).

Pour en savoir plus :

<http://climate-l.iisd.org/news/cdm-executive-board-urges-countries-to-recommit-to-the-cdm/>

La conférence de Lima : une bénédiction pour le Fonds vert

Le Pérou, la Colombie et l'Autriche ont annoncé des contributions au Fonds vert pour le climat (GCF) au cours de la Conférence de Lima sur les changements climatiques. Les contributions portent le total promis à près de 10,2 milliards de dollars provenant de 27 pays.

L'Autriche a promis 25 millions de dollars comme capitalisation initiale au Fonds vert. André Rupprechter, ministre de l'Agriculture, des Forêts, de l'Environnement et de l'Eau, a déclaré que dans une étape ultérieure, l'Autriche augmenterait sa contribution totale à 50 millions de dollars pour la période 2015-2018, avec la participation des provinces fédérales et du secteur privé.

Le Pérou et la Colombie ont annoncé chacun 6 millions de dollars en engagements, portant le nombre de pays d'Amérique latine à avoir annoncé leurs contributions à quatre. Le Mexique et le Panama avaient aussi pris des engagements au Sommet sur le climat de l'ONU en Septembre et lors de la conférence des donateurs de Berlin en Novembre, respectivement.

Le directeur exécutif du Fonds vert, Hela Cheikhrouhou, a déclaré que ces engagements représentent « un leadership fort » de membres de l'Alliance du Pacifique et envoient un « signal puissant que la lutte contre les changements climatiques peut être menée avec succès, et que chaque nouvelle promesse vient renforcer la confiance des parties prenantes ».

Dans une déclaration, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a salué toutes les promesses faites au Fonds vert, y compris de pays en développement. Il a exprimé sa confiance que cette capitalisation initiale vienne renforcer la confiance entre les parties dans leurs efforts vers un nouvel accord climatique en 2015.

Pour en savoir plus :

<http://climate-l.iisd.org/news/peru-colombia-austria-bring-gcf-pledges-near-us10-2-billion/>

Dossier thématique

La réduction des GES en agriculture

L'agriculture représente directement 10 à 12% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit l'équivalent de quelque cinq milliards de tonnes de dioxyde de carbone chaque année. Qui plus est, les changements dans la façon dont la terre est utilisée, en particulier la déforestation générée par l'expansion agricole dans les régions tropicales, ajoute 10 à 12% des émissions totales de gaz à effet de serre.

La production agricole doit augmenter afin que l'approvisionnement alimentaire mondial puisse soutenir le rythme de croissance de la population. Dans ce contexte, les changements dans les pratiques agricoles et les chaînes d'approvisionnement peuvent aider le monde à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de GES, tout en contribuant à adresser les enjeux de sécurité alimentaire et de développement rural durable. Les systèmes de production agricoles gérés de manière intelligente émettent moins de GES, créent d'importants puits de carbone, et en même temps deviennent plus productifs et plus résistants face au changement climatique. En fin de compte, ce sont les agriculteurs du monde qui auront le plus grand rôle à jouer. Mais en premier lieu, afin que les pratiques agricoles plus efficaces soient effectivement mises en œuvre, elles doivent être perçues par les agriculteurs comme offrant des avantages compétitifs concrets, tels que l'amélioration de la productivité, l'amélioration des moyens de subsistance et une plus grande adaptabilité aux changements économiques et environnementaux.

Un récent rapport conjoint de Climate Focus et de California Environmental Associates, publié en avril 2014, avait pour objectif d'identifier les meilleures options de réduction des GES en agriculture. Les recommandations portent sur les options d'atténuation des émissions de GES qui soutiennent par ailleurs les besoins de sécurité alimentaire et de résilience climatique. Le rapport se concentre sur les options d'atténuation qui réduisent l'intensité des émissions de GES de l'agriculture, à la fois par l'évolution des pratiques de production sans nuire aux rendements et en déplaçant la demande de produits à forte intensité GES.

Le rapport comporte quatre recommandations principales:

- i) **Changements dans les habitudes de consommation.** Nous serons de plus en plus incapable de renverser les tendances des émissions agricoles si nous ne nous attaquons pas à leur cause à la racine, en l'occurrence : la hausse de la demande pour les produits agricoles, en particulier ceux à forte intensité carbonique. Les émissions de GES d'origine agricole ne peuvent pas être traitées simplement comme un problème de production inefficace du côté de l'offre. On

doit aussi analyser les impacts qu'ont les modes de consommation non durables sur le climat mondial et l'utilisation des terres. Ce rapport estime que près de 3 gigatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone (Gt d'équivalent CO₂) par an pourraient être réduites grâce à des changements dans les régimes alimentaires et la réduction des déchets alimentaires en 2030 par rapport au cours normal des affaires. Environ 75 pour cent de ce potentiel d'atténuation provient de changements dans le régime alimentaire et l'autre 25 pour cent de la réduction des pertes et gaspillages alimentaires. Ces grands changements dans la demande pour les produits agricoles représentent une réduction des émissions d'environ 55 pour cent des émissions agricoles directes en 2030.

ii) **Adopter une approche rationnelle pour la séquestration du carbone agricole.** Parmi les nombreux débats sur la réduction des émissions de GES du secteur agricole, on retrouve l'épineuse question de la séquestration du carbone dans les sols agricoles et la biomasse aérienne. Le rapport estime un potentiel global de séquestration du carbone compris entre 700 et 1 600 millions de tonnes de CO₂e par an d'ici 2030. Cependant, l'atténuation, le rendement et les impacts économiques de la séquestration ne sont pas bien compris pour toutes les pratiques, et il y a des facteurs qui complexifient les enjeux liés à la séquestration, tels que la nature non-permanente des stocks de carbone. Compte tenu de ces défis qui demeurent, la séquestration du carbone agricole ne devrait pas être priorisée par rapport aux autres options de réductions des GES. Toutefois, la gestion à long terme et la préservation du carbone du sol demeurent essentielles pour la productivité agricole, car elles augmentent la fertilité des sols, réduisent l'érosion et augmentent la rétention d'humidité. Le maintien de matière organique du sol est indispensable pour les agriculteurs et les éleveurs partout à travers le monde, quel que soit le potentiel de monétisation de la séquestration.

iii) **Poursuivre les interventions catalytiques et transversales.** Pour réussir à atteindre une agriculture à productivité élevée et à faibles émissions à travers le monde, il faudra que les pratiques d'atténuation s'intègrent dans les activités quotidiennes des acteurs à travers le secteur agricole. Les ministères de l'agriculture, l'agro-industrie, les institutions financières et les donateurs doivent tous créer et adopter les meilleures pratiques afin d'intégrer le climat et la productivité au sein de l'appareil décisionnel. Plusieurs opportunités qui gagnent du terrain comprennent:

- la mise en place de normes et de lignes directrices pour des investissements agricoles à faibles émissions;
- une plus grande transparence et la responsabilité dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises;

- la suppression des obstacles à des mesures d'atténuation agricoles au sein de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);
- la réforme des subventions agricoles dans les grandes économies agricoles.

iv) Focus sur les producteurs agricoles clés qui peuvent atteindre des gains de productivité. Les interventions du côté de la demande doivent être jumelés à des efforts pour améliorer l'efficacité de la production. Un des plus grands défis pour contenir la croissance des émissions de GES d'origine agricole est la nature diffuse de la production. Bien qu'il existe d'innombrables mécanismes qui pourraient réduire les émissions de GES, il y a seulement un nombre limité de pays et de secteurs qui peuvent générer des réductions significatives (c'est-à-dire, au moins 40 à 50 millions de tonnes (Mt) des réductions de CO₂e par an d'ici à 2030) tout en maintenant des pratiques qui seraient bénéfiques aux producteurs et aux rendements. Dans l'ensemble, le potentiel de réduction des émissions du secteur agricole à travers des approches fondées sur l'offre est de près de 2 Gt d'équivalent CO₂ par an d'ici 2030. Ces réductions d'émissions représentent une réduction de 30 pour cent par rapport aux niveaux de 2030. Dans la plupart des cas, ces interventions pourraient générer des gains de productivité.

Les domaines d'intervention prioritaires pour la réduction des GES devraient inclure:

- la réduction des émissions de la fermentation entérique des plus grands troupeaux de bétail (par exemple, les producteurs de bétail au Brésil et les producteurs laitiers en Inde);
- l'augmentation de l'efficacité de l'utilisation des nutriments sur les terres agricoles de la Chine;
- les gains d'efficacité énorme pouvant être réalisés dans la production d'engrais en Chine;
- la réduction des émissions provenant des rizières en Asie du Sud; et
- l'amélioration des pratiques de stockage des fumiers et lisiers dans les systèmes d'élevage industrialisés.

Deux publications de la FAO et de la CCAFS (recherche en changements climatiques, agriculture et sécurité alimentaire) peuvent servir d'outils de planification pour les MAANs et les stratégies de développement sobre en carbone dans le secteur agricole.

La première publication passe en revue les activités nationales intégrées de planification de l'atténuation dans le secteur agricole ainsi que les expériences que les pays ont eu avec le

processus. Cette revue vise à informer les décideurs politiques et les conseillers impliqués dans la mise en place de mesures d'atténuation agricoles dans les pays en développement, mettant en évidence le potentiel, les défis et les meilleures pratiques émergentes. Il donne un aperçu de la planification en cours dans le secteur de l'agriculture et, en particulier, met en évidence la pertinence de l'agriculture pour l'atténuation des changements climatiques.

La deuxième publication est un guide qui explique d'abord les deux principales approches de planification de l'atténuation des GES dans les pays en développement: les stratégies de développement à faibles émissions (LEDS) et les MAANs. Le guide fournit des exemples concrets de processus de planification de l'atténuation en agriculture dans les pays en développement, et ce, afin d'illustrer l'éventail des options disponibles. Le rapport met tout au long l'emphase sur l'importance d'inclure les petits agriculteurs dans le processus de planification.

Il y a actuellement 6 MAANs en agriculture sur un total de 141 MAANs.

Pour en savoir plus :

<http://www.fao.org/climatechange/micca/en/>

<http://ccafs.cgiar.org/blog/developing-national-mitigation-plans-agriculture-status-and-guidance#.VMA648Zg50Y>

http://www.climateandlandusealliance.org/uploads/PDFs/Executive_Summary_Mitigating_Climate_Change_in_Agriculture.pdf

Sélection de rapports d'intérêt et de sources d'information utiles

- Climate Focus et le California Environmental Associates publient un rapport sur la réduction des GES en agriculture, voir
http://www.climateandlandusealliance.org/uploads/PDFs/Executive_Summary_Mitigating_Climate_Change_in_Agriculture.pdf
- L'institut international pour le développement durable (IISD) et le Global Subsidies Initiative (GSI) publient une étude sur la rentabilité des subsides dans le secteur des énergies renouvelables, en particulier la biomasse, voir

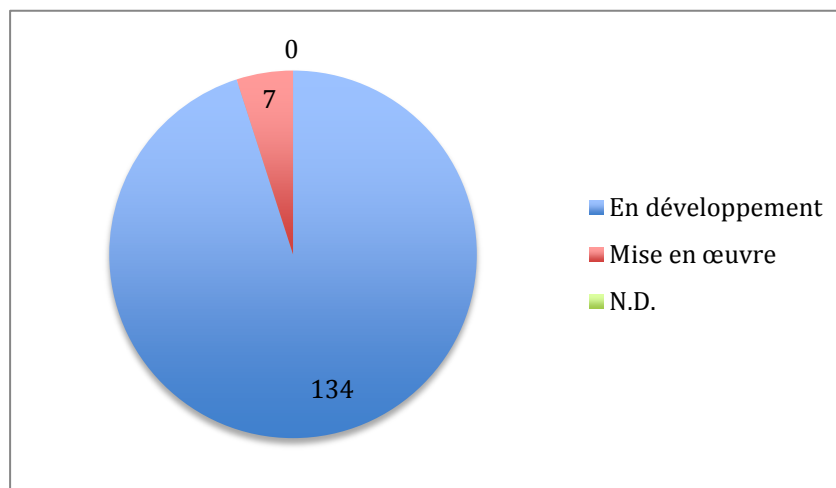
http://www.iisd.org/gsi/sites/default/files/rens_cba_biomass_germany_uk.pdf

- Le Forum économique mondial publie son rapport sur les risques globaux, qui identifie les changements climatiques parmi les principaux risques auxquels nous auront à faire face au cours des 10 prochaines années, voir <http://reports.weforum.org/global-risks-2015/executive-summary/>
- Ecosystem Marketplace publie un rapport sur l'état du marché du carbone forestier, voir http://www.forest-trends.org/documents/files/doc_4770.pdf

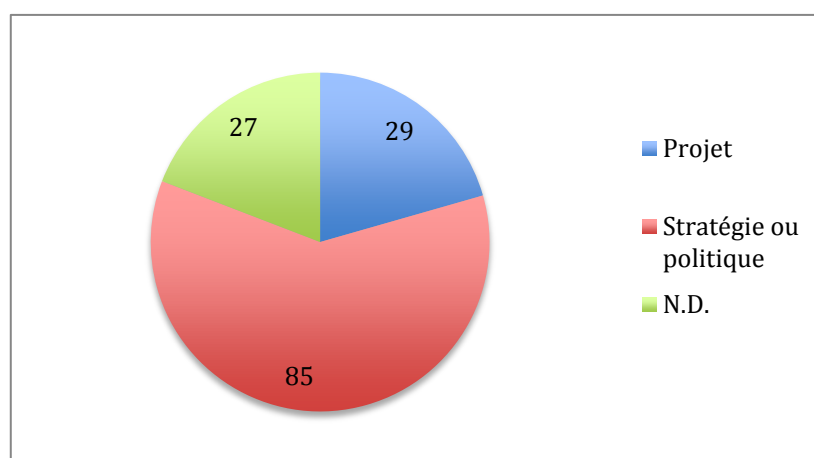
Développement des activités liées aux MAANs

Synthèse des MAANs enregistrées

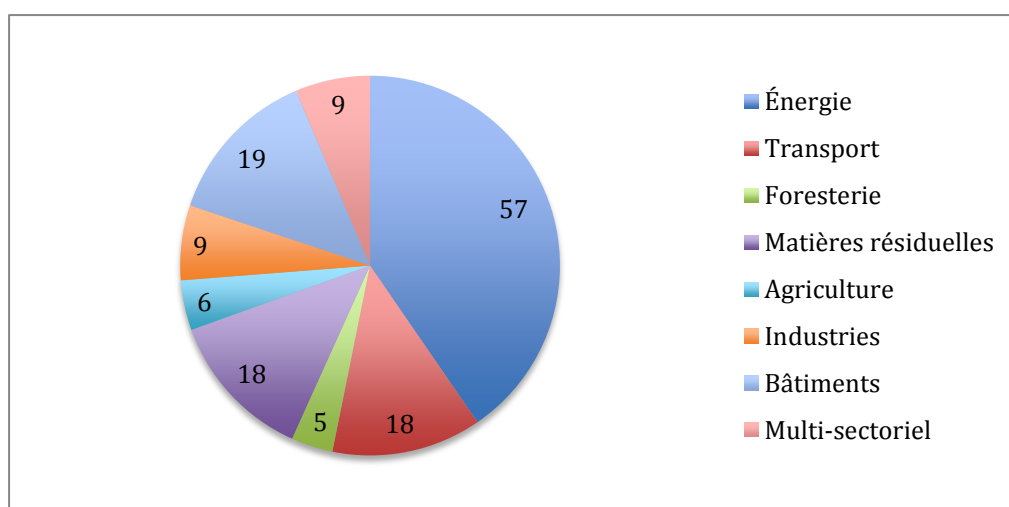
Par état d'avancement :



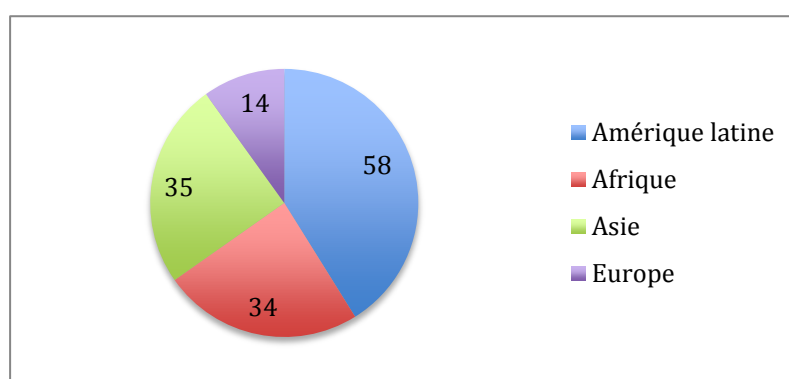
Par type d'action :



Par secteur :



Par région :



Registre officiel des MAANs de la CCNUCC

MAANs cherchant du soutien :

Pays	Titre	Date de création
Éthiopie	Ethiopia Railways - Establishment of Climate Vulnerability Infrastructure Investment Framework NAMA	01/06/2015
Éthiopie	Ethiopian Railways – Railway Academy NAMA	01/06/2015
Éthiopie	Ethiopia Railway's - Addis Ababa Light Rail Transit (LRT) Transit Oriented Development (TOD) NAMA	12/18/2014
Mexique	Low Emission Schools	12/17/2014

Mexique	Fuel Switch for the Power Generation	12/12/2014
---------	--------------------------------------	------------

MAANs cherchant la reconnaissance :

Pays	Titre	Date de création
Éthiopie	Ethiopia's National Railway Network and Addis Ababa Light Rail Transit (LRT) NAMA	01/06/2015
Uruguay	Expansion of electricity generation from sustainable forestry biomass by-products.	01/06/2015
Colombie	Integrated improvement of Road-based Freight sector in Colombia	11/27/2014
Uruguay	LNG Terminal with regasification capacity of 10.000.000 m ³ /d of natural gas with possible expansion to 15.000.000 m ³ /d	10/14/2013
Uruguay	Promotion of renewable energy participation in the Uruguayan primary energy mix	10/14/2013

Dernières informations sur le support :

Pays	Titre	Date de création
	FAOSTAT Emissions Database	10/31/2014
	NEFCO Carbon Finance and Funds	10/31/2014
	Inter-American Development Bank (IDB) – Support for the design, development and implementation of NAMAs in LAC region	10/26/2014
Spain	Spanish NAMA Platform	10/26/2014
Japon	ODA for Climate Change Measures	08/25/2014

Support fourni ou reçu :

Pays donateur	Titre	Réципient	Date de création
Espagne	Spanish NAMA Platform	High Integration Program of Wind Energy	11/28/2014
Royaume Uni	NAMA Facility	Colombia TOD NAMA	11/10/2014
Japon	ODA for Climate Change Measures	Use of Solar energy for domestic hot water production in Heat plant "Cerak" in Belgrade	11/06/2014
Japon	ODA for Climate Change Measures	Introduction of metering system and billing on the basis of measured consumption in district heating systems in Serbia	11/04/2014
	Global Environment Facility (GEF) Trust Fund	Nationally Appropriate Mitigation Actions for Low-carbon Urban Development in Kazakhstan	10/20/2014

Pour en savoir plus :

<http://www.nama-database.org/>

<http://www4.unfccc.int/sites/nama>

Projets et programmes d'activités du MDP sur le site de la CCNUCC (mise à jour le 20 mars 2014)

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC: 4,8 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2015 et 8 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2020
- Projets soumis pour enregistrement: 8 (625 532 URCE d'ici 2020)
- Projets enregistrés: 7 589 (7,7 milliards de URCE attendues d'ici 2020)
- Programmes d'activités (PA) soumis pour enregistrement : 0
- Programmes d'activités (PA) enregistrés: 275 (120 948 402 URCE d'ici 2020)
- URCE émises pour les projets: 1 521 971 806
- URCE émises pour les PA: 2 418 641
- Méthodologies pour les projets de grande ampleur : 90 approuvées
- Méthodologies pour les projets de faible ampleur : 93 approuvées
- Prix de l'URCE: 0,02 € (Spot)

Pour en savoir plus :

<http://cdm.unfccc.int/Statistics/Public/index.html/>

<http://www.cdmpipeline.org>

Les évènements à venir

- 21-24 janvier 2015, Davos (Suisse), Rencontre annuelle 2015 du Forum économique mondial
- 27 janvier 2015, Genève (Suisse), 48^{ème} session du Bureau du GIEC
- 8-13 février 2015, Genève (Suisse), troisième session du groupe de travail de la plateforme de Durban (ADP)
- 4-5 mars 2015, Den Haag (Pays-Bas), Conférence européenne sur la résilience climatique et la protection des infrastructures

Le Bulletin Francophone du Marché du Carbone et des MAANs est un bulletin mensuel édité par l'IFDD

dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat pour le MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal. Les bulletins sont rédigés par ÉcoRessources Inc. (<http://www.ecoressources.com/>) pour le compte de IFDD.

Pour s'abonner au bulletin : http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp_mediaterre.org

Vous pouvez écrire à l'animateur du réseau Initiative francophone de partenariat pour le MDP à : initiative-mdp-animateur@mediaterre.org